

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant
sur les modalités de l'accès aux lignes à très haut débit
en fibre optique pour les immeubles de moins de 12
logements ou locaux à usage professionnel des zones
très denses

Réponse d'Orange

15 novembre 2013 – 13 décembre 2013

Version publique

Contacts : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers la consultation :

http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-proj-recomd-ftth-ztd-12-etages-nov2013.pdf

Synthèse

Orange se félicite de ce projet de recommandation qui vient compléter le dispositif réglementaire en vigueur car les orientations retenues par l'ARCEP devraient permettre de raccorder effectivement les immeubles de moins de 12 logements dans les poches de haute densité de la zone très dense.

Ainsi, la mise en œuvre de règles non contestables à la fois sur la taille du PM et sur l'absence d'obligation de répondre favorablement aux demandes de fibres dédiées devrait libérer les investissements pour ce type d'habitat en mettant fin aux barrières opérationnelles pour les déploiements.

Orange partage l'analyse de l'ARCEP sur la pertinence d'une taille de PM de l'ordre de 100 logements pour les immeubles de moins de 12 logements dans les poches de haute densité en dehors des cas particuliers liés à l'habitat qui pourront être traités différemment.

La réglementation impose que les PM desservant les immeubles de moins de 12 logements se situent en dehors de la propriété privée sauf dans les quartiers disposant d'égouts visitables.

Il est toléré d'installer des PM à l'intérieur d'un petit immeuble pour desservir des immeubles adjacents de moins de 12 logements mais ceci ne pourrait en aucun cas être la règle. Comme l'Autorité l'indique, le raccordement d'immeubles de moins de 12 logements sur un Point de Mutualisation en Immeuble (PMI) s'avère extrêmement complexe, au regard des conditions :

- juridiques (droit et accord du propriétaire) pour le raccordement d'immeubles autres que celui où est installé le PMI et
- d'acceptabilité par les propriétaires d'un accès permanent au PMI afin de raccorder un immeuble voisin.

Aussi, il est indispensable, sauf à titre exceptionnel, de raccorder ces immeubles sur des points de mutualisation installés sur la voie publique ou dans des locaux techniques adaptés avec un accès 24 heures / 24, 7 jours / 7.

Nos études d'ingénierie réalisées en poches de haute densité de la zone très dense montrent qu'une taille de Point de Mutualisation de Rue (PMR) entre 100 et 150 lignes est optimale du fait du positionnement des réseaux déjà déployés par les opérateurs. Orange renvoie sur ce point à sa réponse à la consultation sur le document bilan et perspectives des marchés 4, 5 et 6.

Comme le souligne l'ARCEP, l'utilisation d'un PMR plus petit permettra de répondre à des situations spécifiques d'habitat isolé ou dispersé comprenant moins de 12 logements en zone très dense. Dans ces hypothèses, Orange envisage de déployer de petits PMR uniquement en armoire ou en borne.

S'agissant des zones avec égouts visitables, la réglementation prévoit la possibilité d'installer les PM en pied d'immeuble dans tous les immeubles indépendamment de leur taille. Les opérateurs ne disposant pas de l'information exhaustive des cas dans lesquels ceci est possible en dehors de Paris, il serait important de clarifier les zones où ce type de PM peut être installé.

Orange partage le constat de l'Autorité quant au caractère non raisonnable de la demande de fibre dédiée pour ces immeubles de moins de 12 logements de la zone très dense.

Comme Orange l'a déjà démontré dans sa réponse à la consultation sur le bilan et les perspectives des marchés 4, 5 et 6, la demande de fibre dédiée pour les immeubles de moins de 12 logements de la zone très dense ne constitue en aucun cas une demande raisonnable.

L'ARCEP prévoit néanmoins une exception pour les points de mutualisation en pied d'immeuble, en chambre de génie civil ou en façade.

Or, la gestion du multifibre est extrêmement difficile et coûteuse dans tous les cas, y compris en cas de déploiement dans les infrastructures de génie civil, en façade ou en pied d'immeuble.



Aussi, Orange considère qu'il n'est pas raisonnable de déployer des réseaux en multifibre pour raccorder des immeubles de moins de 12 logements dans tous les cas.

Enfin, Orange considère que l'ingénierie monofibre pour ce type d'immeubles et de PMR contribuera à standardiser les équipements constitutifs du PMR et permettra d'optimiser la capacité de ces armoires tout en diminuant le nombre.

Orange considère que la publication d'une information équivalente à ce qui est pratiqué en dehors de la zone très dense ou pour les poches de basse densité de la zone très dense, avec le même contenu et diffusée aux mêmes destinataires, devrait être mise en place pour le raccordement de ces immeubles de moins de 12 logements en poche de haute densité de la zone très dense.

Actuellement, Orange, lors d'une étude de zone arrière de PMR, ne prend pas en compte, dans son déploiement et dans l'occupation du PMR, les immeubles dont les accords syndics ont été obtenus par d'autres opérateurs ce qui permet d'optimiser l'occupation de ses armoires.

Aussi, Orange est favorable à un processus d'information permettant d'optimiser le remplissage des PMR, notamment pour les immeubles sans accord syndics au moment de la détermination de la zone arrière ou n'en nécessitant pas comme les pavillons.

Orange estime que cette information préalable doit concerner un lot d'un millier de logements minimum d'un territoire continu regroupant tous les immeubles de moins de 12 logements de la zone, les immeubles de plus de 12 logements demeurant raccordés par un PMI.

Toutefois cette maille minimale ne doit pas correspondre au contour d'un IRIS comme pour les poches de basse densité. Cette maille est incluse dans une commune donnée et n'a pas à supporter d'autres contraintes que sa taille minimale pour un territoire continu.

Concernant les informations évoquées par l'ARCEP, elles vont au-delà de ce qui est actuellement fourni dans le cadre des consultations réalisées pour les poches de basse densité ou pour les déploiements en dehors de la zone très dense. Orange, partageant le souhait de l'Autorité d'optimiser et de rationaliser les processus de déploiement de la fibre optique, considère que cette information préalable doit correspondre à ce qui existe déjà dans les consultations actuellement mises en place. Cela permettrait de reconduire le fonctionnement actuel sans avoir à recréer un nouveau mode opératoire ni à communiquer de nouvelles informations dont l'utilité n'est pas démontrée.

Ainsi :

- Les adresses et coordonnées de chaque PM sont prévisionnelles puisqu'elles sont données en amont des autorisations de voiries. Elles sont définitives dès que les travaux d'implantation démarrent,
- Les caractéristiques techniques et les modalités de raccordement de chaque PM sont données par les STAS des contrats d'Orange,
- La date prévisionnelle d'installation du PM n'est pas fournie dans les consultations en poche de basse densité ou en dehors de la zone très dense. Elle n'est pas connue au



moment de la consultation et ne peut être donnée que dans les échanges post consultation au travers du fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE),

- Les adresses de chacun des immeubles desservis ou susceptibles de l'être ainsi que la taille en nombre de logements de ces immeubles sont des informations pertinentes,
- La cartographie des différentes zones arrières de point de mutualisation devrait être fournie systématiquement, pour éviter toute ambiguïté sur les situations où elle serait nécessaire et celles où elle serait facultative.

La référence provisoire du PM doit permettre de faire ensuite le lien avec la référence définitive contenue dans le fichier IPE.

Il est nécessaire que les formats utilisés pour ces informations permettent de les intégrer et les exploiter avec les systèmes d'information des opérateurs, pour ainsi traiter avec précision les adresses des immeubles. Orange estime qu'un format équivalent au fichier IPE contribuerait à simplifier le traitement de ces informations.

Concernant les destinataires de cette information préalable, Orange estime qu'ils devraient être les mêmes que pour les consultations actuelles. Il n'y a pas lieu d'ajouter les opérateurs d'immeubles ayant publié une offre d'accès pour les immeubles de moins de 12 logements de la ZTD. Leur inscription sur la liste R9.2 leur permet de disposer des informations envoyées par les autres OI.

Enfin, une diffusion complémentaire de cette information doit être réalisée uniquement si le périmètre du lot est modifié par :

- La suppression ou ajout d'un PM,
- La modification de l'enveloppe convexe de la zone géographique du lot.

Une modification de la position du PM ou des adresses de la zone arrière du PM ou du nombre de logements derrière un PM ne doit pas entraîner une nouvelle publication, car cela ne remet pas en cause la zone géographique concernée et le découpage envisagé.